

Croissance ! Création d'Emploi ! Hausse des salaires !

MOBILISONS-NOUS
MARDI 10 SEPTEMBRE

Voilà le changement de CAP exigé par les salariés

Mettons fin aux dogmes « sans fondements théoriques » des économistes !

Depuis plusieurs années les médias et les hommes politiques se font les chantres de dogmes économiques qui font figures d'assommoir contre les populations visant à leur faire accepter les pires sacrifices.

Les cinq dogmes les plus rabâchés par les gouvernements pour faire plaisir aux tenants de la finance sont :

- **L'austérité**
- **La Règle d'or**
- **La Dette**
- **La compétitivité**
- **Le coût du travail**

L'austérité Tue !

«**La récession fait mal, mais l'austérité tue**», affirment les chercheurs dans un livre qui compile dix ans d'études sur les effets des politiques économiques sur la santé publique. « **La rigueur prescrite comme un remède à la crise se révèle en fait à l'origine des plus grands maux qui frappent les pays européens en récession, et dont les effets se comptent en nombre de morts** », disent-ils.

« *Mais les dirigeants ignorent l'impact humain de leurs politiques. L'austérité ne fonctionne pas, car elle n'est pas logique.*

C'est une idéologie économique», affirme David Stuckler. (Article dans « Le temps » du 3 juin 2013)

Paul Krugman, prix Nobel d'économie, écrit « **La rigueur ne pouvait qu'aggraver la récession** »

La Règle d'or, celle des fameux 3% de déficit à ne pas dépasser (Article 3 du TSCG adopté sous le gouvernement Hollande à l'automne 2012) a été « *inventée sur un coin de table en moins d'une heure* sans réflexion théorique» en 1981, elle est « *dépourvue du moindre sens économique* » raconte son inventeur Guy Abeille, alors chargé de mission au ministère des finances.

La Dette, elle représente depuis plus de 30 ans uniquement le coût des intérêts que l'Etat doit payer aux marchés financiers...depuis qu'en 1973, sous le gouvernement Giscard, il y a obligation pour la Nation d'emprunter sur les marchés.

La compétitivité, mais de quelle compétitivité parle-t-on ?

On nous masque la vérité de ce qu'est la compétitivité telle que définie par l'Europe en 2000 et 2001. Tout le monde ne parle que de la compétitivité-coût en oubliant la définition qui seule devrait nous guider « **c'est la capacité d'une nation à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants et à leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale.** » (Conseil européen de Lisbonne, 2000).

Ainsi, la compétitivité d'un pays n'est pas une fin en soi ; elle n'a de sens que si ses résultats sont mis au service de l'amélioration durable du bien être des populations.

Le travail n'est pas un coût mais une richesse

Pour renouer avec la croissance augmentons les salaires

Le patronat n'a cessé de diminuer la masse salariale, de revendiquer et hélas d'obtenir des exonérations sociales et de refuser de reconnaître les qualifications.

Alors que la rentabilité financière des entreprises est en hausse, la faiblesse des salaires, et la perte de pouvoir d'achat qui en résultent, plombent notre économie.

Pour la CGT, le travail n'est pas un coût, mais un atout économique et social, alors que le capital coûte de plus en plus cher pour l'ensemble de la société

CRISE SOCIALE :

Les vrais responsables courent toujours...



"Ce qui crée de la richesse et donc de la valeur ajoutée, c'est bien le travail humain. Or le partage de cette richesse créée se fait au détriment des salaires."

En France, contrairement aux idées rebattues par le patronat le prix du travail ne coûte pas si cher que cela.

Le prix du travail en France, y compris les cotisations sociales, se situe dans la moyenne des pays qui ont à peu près le même niveau de développement économique et social.

En revanche, la France se situe dans le peloton de tête en ce qui concerne la productivité du travail.

Aujourd'hui, les prélèvements financiers (dividendes et intérêts versés) équivalent à la moitié de la masse salariale des sociétés non financières.

Par conséquent, ce qui handicape la France, c'est bien le coût du capital et non les salaires. Contrairement à ce que prétend le patronat, les profits d'aujourd'hui ne font ni les investissements de demain ni les emplois d'après demain.

L'argent versé aux actionnaires est autant d'argent qui ne va ni aux salariés ni à l'investissement productif.

La hausse des salaires est nécessaire pour accroître la consommation et accélérer la croissance économique et financer notre protection sociale

Depuis plus de 20 ans, les employeurs aidés par les gouvernements successifs ont bénéficié d'exonérations qui se sont multipliées et ont pris de plus en plus d'importance. Pourtant leurs effets sur l'emploi, qui étaient leur justification principale, n'ont jamais été prouvés.

Non seulement les exonérations constituent de véritables trappes à bas salaires, (en clair plus le salaire est proche du SMIC plus les réductions sont importantes), mais elles n'ont aucun effet positif sur l'emploi (le chiffre du chômage ne cessant d'augmenter).

Le montant des exonérations n'a cessé de progresser régulièrement; +13,6% en 2006,

+13,5% en 2007, +13,1% en 2008...
Elles ont atteint 28.3 milliards d'€ en 2011 !

Le travail illégal c'est une perte de recettes pour la sécurité sociale de **8,4 à 14,6 Milliards d'Euros** (selon le rapport d'information de la Commission des affaires sociales de L'Assemblée Nationale du 29 juin 2011)

L'évasion fiscale en France c'est entre **60 et 80 Milliards d'euros par an !**

De l'argent il y en a pour les salaires, les retraites la protection sociale et l'investissement productif !

Ne laissons pas faire le gouvernement et le MEDEF
Expliquons la réalité des faits aux salariés et aux citoyens

Pour notre salaire, notre emploi, notre retraite, nos conditions de travail
TOUS ENSEMBLE, LE 10 SEPTEMBRE 2013